Racisme et antisémitisme : Valls présente 40 mesures à 100 millions d'Euros (MàJ : Cukierman impressionné)

17/04/2015 à 15h45



Roger Cukierman «impressionné» par le plan de lutte contre le racisme

Manuel Valls a présenté son plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme ce vendredi à Créteil. Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France, Roger Cukierman, a déclaré être «impressionné» par ces 40 mesures qui concernent «beaucoup de sujets» dont la justice, l'éducation et internet. Il est important de «mobiliser toute la force vive de la nation dans ce combat» pour que le «vivre ensemble puisse se maintenir», a-t-il assuré.

Valls : le racisme augmente "de manière insupportable"

Manuel Valls présente ce vendredi un plan en 40 points qui ne ravit pas les associations

(…) Les injures racistes et antisémites étaient jusqu'à présent jugées selon la procédure du droit de la presse : plus lente et plus technique que celle qui régit les autres délits du code pénal, elle assurait un débat apaisé, selon ses spécialistes. Mais après les attentats visant Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher, l'exécutif a voulu donner un signal fort : les discours de haine ne doivent plus bénéficier d'un statut dérogatoire, même au nom de la liberté d'expression.

La plupart des associations antiracistes (SOS Racisme, la Ligue des droits de l'homme), comme beaucoup de juristes spécialisés sur le droit de la presse, sont opposées à ce projet qui risque de multiplier les procès expéditifs, en comparution immédiate, de dossiers parfois complexes à juger. «Si la loi passait et que Charlie [Hebdo] était jugé à nouveau pour les caricatures de Mahomet, on pourrait être jugés en comparution immédiate, entre un escroc et un dealer», disait ainsi Richard Malka, l'avocat de Charlie Hebdo, dans Libération, le 4 mars.

Il y a quinze jours encore, une réunion à la chancellerie réunissait des opposants au projet, comme Pierre Tartakowsky, président de la LDH, ou l'avocat Henri Leclerc – qui s'en est entretenu personnellement avec Christiane Taubira. La Licra et l'Union des étudiants juifs de France sont au contraire très favorables au projet. «Cette réforme est le signe d'un pragmatisme indispensable pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme : pourquoi faire bénéficier des multirécidivistes comme Dieudonné ou Soral d'un statut protecteur ?» se demande Alain Jakubowicz, le président de la Licra.

Quelles seront les modalités précises de la réforme ? Il y a deux mois, la chancellerie pensait en limiter sérieusement la portée en rendant impossible la comparution immédiate pour ces dossiers. La Licra, elle, propose de distinguer la répression

de l’expression raciste des journalistes ou de celle des citoyens qui ne le sont pas, pour éviter de mettre en péril la liberté de la presse.
(…) Libération

Le Premier ministre a présenté vendredi un plan de 100 millions d’euros sur trois ans.



Manuel Valls a présenté vendredi à Créteil un plan de lutte contre le racisme et l’antisémitisme doté de “100 millions d’euros sur trois ans”, selon le document officiel remis à la presse. Il comprend 40 mesures articulées autour de la justice, d’internet et de l’éducation, en faisant du racisme et de l’antisémitisme une “circonstance aggravante” pour tous les crimes et délits, en intégrant la répression des discours de haine au droit pénal général et en donnant la possibilité d’actions de groupe contre les discriminations.
“Le racisme, l’antisémitisme, la haine des musulmans, des étrangers, l’homophobie augmentent de manière insupportable dans notre pays”, a déclaré Manuel Valls, assurant que “les Français juifs ne devaient plus avoir peur d’être juifs” et que “les Français musulmans ne devaient plus avoir honte

d’être musulmans”.
(…) Europe 1